



Déclaration commune

Une coalition hétéroclite s'engage à créer un Centre pour le sport et les droits de l'homme en 2018

30 novembre 2017

Nous, le Comité directeur de la Mega-Sporting Events Platform for Human Rights (Plateforme des méga-événements sportifs pour les droits de l'homme), avons le plaisir d'annoncer que nous nous engageons à créer un Centre indépendant pour le sport et les droits de l'homme en 2018.

Notre alliance sans précédent réunit des organisations intergouvernementales, des gouvernements, des organismes sportifs, des athlètes, des villes hôtes, des sponsors, des radiodiffuseurs, des représentants de la société civile, des syndicats, des employeurs et leurs associations, ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme.

Au cours des deux dernières années, nous nous sommes unis avec la conviction qu'un effort considérable doit être fait pour aligner complètement le monde du sport sur les principes fondamentaux de la dignité humaine, des droits de l'homme et des droits des travailleurs. Cet effort s'appuiera sur les progrès accomplis par un certain nombre d'acteurs de premier plan dans le monde du sport, qui ont travaillé au développement et au renforcement de leurs systèmes pour gérer les risques en matière de droits de l'homme qui sont associés à leurs activités.

Notre coopération se fonde sur l'idée que les organisations individuelles seules ne peuvent garantir le respect des droits de l'homme dans le monde du sport et des méga-événements sportifs. Il faut une action conjointe axée sur le partage des connaissances, le renforcement des capacités et la garantie de la transparence et de la responsabilité. Cela contribuera à créer un monde du sport qui protège, respecte et défend les droits humains des personnes concernées par le sport, notamment les athlètes, les travailleurs, les communautés, les enfants, les fans, les bénévoles et la presse.

Un Centre pour le sport et les droits de l'homme devra promouvoir des approches efficaces pour prévenir, réduire et remédier aux atteintes aux droits de l'homme associées au sport. Cela signifie travailler avec tous les acteurs concernés pour renforcer les capacités, partager les connaissances et les leçons tirées, et aider à façonner et à renforcer des mécanismes pour plus de transparence et de responsabilité. Le Centre devra, par conséquent, soutenir les efforts d'un éventail de parties prenantes, parmi lesquelles des organismes sportifs, des comités organisateurs locaux, des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des sponsors, des radiodiffuseurs et d'autres partenaires commerciaux, des représentants de la société civile et de syndicats, des institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que des individus parmi les groupes concernés ou potentiellement concernés.

Ce travail devra être entrepris dans le strict respect des droits de l'homme internationaux et des instruments, principes et normes associés, dont les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et leurs trois piliers « protéger, respecter et réparer », la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, entre autres exemples, y compris les instruments qui peuvent s'appliquer à des groupes potentiellement vulnérables ou marginalisés tels que la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que les « Sporting Chance Principles on Human Rights in Mega-Sporting Events » (Principes relatifs aux droits de l'homme dans les méga-événements sportifs).

Toutes les organisations membres du Comité directeur de la Mega-Sporting Events Platform for Human Rights s'engagent à créer, en 2018, un Centre qui répond à ces besoins.

Signé par:

Les membres du Comité directeur:

- adidas Group
- Amnesty International
- BT plc
- Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois (IBB)
- The Coca-Cola Company
- Le Comité International Olympique (CIO)
- Commission for a Sustainable London 2012 (Former Chair)
- Commonwealth Games Federation (CGF)
- Confédération suisse
- Confédération Syndicale Internationale (CSI)
- Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
- Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)
- Government of the United States of America
- Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
- Human Rights Watch
- New Zealand Human Rights Commission
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
- Organisation Internationale des Employeurs (OIE)
- Organisation internationale du Travail (OIT)
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
- Supporters de football d'Europe
- Terre des Hommes
- Transparency International Allemagne
- Union des Associations Européennes de Football (UEFA)
- World Players Association, UNI Global Union

Président:

- Mary Robinson

Secrétariat:

- Institute for Human Rights and Business (IHRB)

Également soutenu par:

Membres des groupes de travail:

- Committee to Protect Journalists (CPJ)
- Commonwealth Secretariat
- Discovery Communications & Eurosport
- Sky
- Sport Equality League
- The Procter & Gamble Company
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)